

**Zeitschrift:** Arbido  
**Herausgeber:** Verein Schweizerischer Archivarinnen und Archivare; Bibliothek Information Schweiz  
**Band:** 19 (2004)  
**Heft:** 1-2

**Artikel:** "Une Société de l'information? : Parlons plutôt de société du conformisme"  
**Autor:** Berthoud, Gérald  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-768788>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

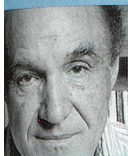
**Download PDF:** 14.04.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# «Une Société de l'Information? Parlons plutôt de société du conformisme»

■ **Gérald Berthoud**

Professeur à l'Institut d'anthropologie et sociologie de l'Université de Lausanne et coauteur d'un récent ouvrage sur la question



**E**xtraits de l'article publié dans le magazine de l'Université de Lausanne *Allez savoir!*, n° 27, oct. 2003, pp. 40-48 (reproduit avec l'aimable autorisation de la rédaction).

Propos recueillis par Michel Beuret, journaliste RP.

«Allez Savoir!»: Vous évoquez dans votre publication\* le fait que cette Société de l'Information prend ses racines dans les années 60 déjà ...

Gérald Berthoud: Disons que dans les années 60, on découvre le monde de l'immatérialité, de l'importance du savoir, de l'intelligence, etc. D'où cette étiquette aujourd'hui de «Société de l'Information» ou de «Société du Savoir».

C'est l'idée émergente que toutes ces technologies vont avoir un impact sur l'économie et finalement sur toute la société.

Dès lors, quel est l'enjeu aujourd'hui pour parler de «Société de l'Information»?

On nous rabâche en permanence que nous entrons dans «quelque chose» de radicalement nouveau. Mais en réalité, le discours ne nous laisse pas le choix. «Il faut prendre le train en marche», répète-t-on souvent. Sous entendu, sinon vous restez sur le quai. En sorte que plus personne ne se demande encore où va ce train.

\* «La Société de l'Information: la nouvelle frontière?», G. Berthoud, Lausanne, UNIL, 2002 (coll. *Pratiques et théorie des sciences sociales et techniques*).

Ce qui est sûr, c'est qu'il faut le prendre, comme si cela allait de soi. Or justement, cela ne va pas de soi.

C'est pourquoi, commercialement, les nouveautés s'accompagnent toujours d'un discours. Il faut produire un récit pour donner un sens à ces technologies. La transformation radicale prophétisée ne vient pas des nouvelles technologies elles-mêmes, mais bien de leurs promoteurs et de leurs valeurs.

Que signifie au juste le mot «information»?

C'est une question d'une difficulté considérable, car aujourd'hui, on en vient à voir de l'information partout. Pour s'y retrouver, il faut repartir de l'étymologie latine «in formare», c'est-à-dire «mettre en forme» des données. Mais ces données fragmentées et aménagées, ce n'est pas encore du savoir. On l'acquiert justement en assimilant des informations, en les retraillant, en les intériorisant.

Mais pour l'heure, il n'y a aucun consensus sur la définition. Ce flou, cette vision confuse, n'est peut-être pas maintenue par hasard. Il y a une fonction idéologique à entretenir la confusion entre Société de l'Information et le monde du savoir et de la connaissance.

L'information aujourd'hui se confond-elle avec le savoir «numérisé»?

Tout à fait. Cela signifie que tout savoir non numérisé perd de son importance, car dès qu'il est numérisé, on peut le traiter, le stocker, le manipuler.

Malgré tout, les bases de données ne sont-elles pas un réel progrès pour la recherche?

Si, les moyens sont extraordinaires. Mais le danger serait de croire que l'utilisation même de ces dispositifs techniques permet de construire le savoir. Je crois qu'au contraire, ces technologies requièrent beaucoup plus de prudence et de réflexion de la part de l'utilisateur qui doit en connaître les limites. Or je ne suis pas sûr que cela se fasse. L'outil conduit souvent même à une sorte de régression.

Les altermondialistes et les ONG n'ont-ils pas de réflexion plus approfondie?

Pas tellement, en fin de compte. Eux aussi ne devraient pas se contenter de condamner les rapports de production capitalistes, mais devraient aussi s'engager dans une réflexion sur les nouvelles technologies. Ainsi, le type de développement actuel est-il le seul possible? Je pense que non.

Dans le même ordre d'idée, la Suisse, par mesure d'économie, a décidé de couper dans le développement des énergies renouvelables. Sur la base de quels critères? Pourquoi ce budget et non un autre? On ne le dit jamais.

Vous tenez un discours critique. Vous taxe-t-on de technophobe?

Je ne suis pas technophobe, mais vous avez malheureusement raison. Nous sommes enfermés dans un système de pensée qui fait dire que si vous n'êtes pas totalement d'accord, alors vous êtes forcément contre.

Assiste-t-on à une sorte de dictature des technologies?

A du conformisme, en tout cas. Au lieu de parler de société individualiste, où l'individu-roi couronné par le marketing est en fait manipulé, je pense qu'il faudrait parler de société du conformisme, au sens où les individus ont l'impression de faire leur choix tout en faisant exactement le même que leur voisin. Dans le débat, tout est piégé.

Ce que je viens de dire même est extrêmement difficile à défendre, puisque l'on raisonne toujours de manière dichotomique.

Vous n'êtes pas technophile? donc vous êtes technophobe.

Voir les choses en blanc ou noir, c'est très satisfaisant au niveau de la pensée.

La pensée totalitaire fonctionne sur ce mode justement: «choisis ton camp»...

Le problème de ce parallèle, c'est que l'un des avantages du système capitaliste est celui de ne pas passer pour ce qu'il est. Les gens n'ont pas l'impression d'être sou-

mis à de fortes contraintes. Ce n'est pas le goulag! L'éducation et le travail prennent même souvent une forme ludique.

D'ailleurs on ne fait plus très bien la distinction entre le temps de travail et le temps de loisir, les nuances s'estompent, elles deviennent fluides, floues, tout bouge ...

*La prétendue Société de l'Information serait donc d'abord une croyance?*

Oui, mais elle s'appuie sur des réalités tangibles. On a parlé de sociétés agraires ou industrielles, mais c'était après coup.

Aujourd'hui, nous qualifions déjà l'ère dans laquelle nous vivons. On a d'abord parlé d'ère post-industrielle puis de Société

de l'Information, mais personne ne sait vraiment de quoi on parle. Le flou demeure.

Tout tend à se ramener à une confrontation de points de vue. Selon les critères que l'on utilise, certains pourront dire que nous sommes dans la Société de l'Information, d'autres pourront démontrer, selon d'autres critères que non, que nous sommes dans une troisième révolution industrielle.

*Idéalement, à quoi devrait ressembler la Société de l'Information?*

Une société idéale serait fondée sur le principe que tout être humain est foncièrement une personne et qui reconnaîtrait

ainsi ce qui est proprement humain chez l'être humain. Une exigence qui impliquerait de ne pas le réduire à un pur individu.

Or nul doute que ce n'est pas le chemin que nous prenons.

En parallèle avec la technicisation de la société, j'observe la naissance de tout un langage déshumanisant. On parle ainsi de «ressources humaines» dans les entreprises, appellation qui chosifie l'homme.

De même, si je parle de «capital humain», je dis en même temps ce que je pense de l'être humain.

En se donnant les moyens de repenser la place et la signification de l'homme, dans une société idéale, on repenserait aussi l'orientation à donner aux technologies. ■

## Dossier «Société de l'Information»

# UNO-Gipfel über die Informationsgesellschaft in Genf Digitale Solidarität anstatt entwicklungspolitischer Ausgleich?

■ **Stephan Holländer**

SVD-ASD-Redaktor *Arbido*  
Präsident Think Tank  
SVD-ASD  
Wissenschaftlicher  
Dokumentar



**D**ie Skepsis in der Öffentlichkeit über die realpolitischen Resultate von Mammutgipfeltreffen wächst. Diesem Trend konnte auch der UNO-Gipfel über die Informationsgesellschaft nicht entgegenwirken.

Mit 25 000 Besuchern in den ersten drei Tagen war dem öffentlichen Marktplatz «Information and Communication Technologies for Development Platform» ein Publikumserfolg beschieden. Neue Partnerschaften unter verschiedenartigen Organisationen sollen der Überwindung der

digitalen Kluft dienen. Ein Ausstellungsgang zwischen Hilfe zur Selbsthilfe und Big Business.

Die Schweizer Diplomatie kann zufrieden die Bücher zum von ihr betreuten UNO-Gipfel über die Informationsgesellschaft schliessen. Der erste UNO-Gipfel, den die Schweiz als junges UNO-Mitglied zu betreuen hatte, wurde in der Schlusserklärung und im Aktionsplan in gut schweizerischer Manier durch Kaskaden von wohlklingenden Allgemeinplätzen bis zur Unkenntlichkeit für alle Parteien annahmefähig gemacht.

Was von Nichtregierungsorganisationen (NGO) an unerfüllbaren Formulierungen eingebracht worden war, wurde im traditionell gut eingeübten schweizerischen Kompromissreflex in einem Zusatzpapier im Plenum des UNO-Gipfels untergebracht. Das Vorhaben afrikanischer Länder, mit einem «digitalen Solidaritätsfonds» zur Finanzierung der Infrastruktur in Entwicklungsländern beizutragen, wurde mit der Abklärung der Finanzierung zur weiteren Beratung an die Nachfolgekonferenz in Tunis durchgereicht.

Weitere knifflige Themen wie Internet-sicherheit und Internetverwaltung sowie

die Menschenrechte und das Recht auf geistiges Eigentum wurden so aprilfrisch weichgespült und, wo nötig, eingedampft, dass sogar die Volksrepublik China ob des rhetorisch-filigranen Kunstwerks jeglichen Einwand aufgab.

### Die Schweiz ist an der Aufgabe gewachsen

Nur Häme wäre aber fehl am Platz, hatte doch der Gipfel von seiner Entstehung an einige Hypothesen, die die strategische Ausrichtung der Konferenz belasteten:

- Die Planung des UNO-Gipfels lag von Anfang an in den Händen der International Telecommunication Union, die vor allem technologische Probleme der Informationsgesellschaft lösen will und sich bis zum Ende der Veranstaltung schwer tat, zu begreifen, dass die Fragen der Menschenrechte, der Meinungsäusserungsfreiheit, der Armut und der kulturellen Integrität von gleichrangiger Bedeutung sind beim Zugang zu den Errungenschaften der Informationsgesellschaft.
- Der Gipfel wurde von Anfang an zweigeteilt geplant. Die Endrunde wird erst